

« Si l'école faisait son travail, j'aurais du travail »... tel est le slogan de la campagne sur l'école lancée par le Medef au printemps 2017.

Le patronat n'a, en réalité, jamais cessé de s'intéresser aux questions éducatives en voulant y imprimer sa marque brutale. Depuis longtemps déjà, « l'école, fille et servante du capitalisme » (Célestin Freinet) est loin d'être un sanctuaire. N'en déplaise à celles et ceux qui, depuis trois décennies, pensent que l'horizon de l'école serait dans un retour en arrière... Leurs critiques détachées de toute perspective sociale fournissent d'ailleurs des armes aux tenants du néolibéralisme qui se positionnent aujourd'hui comme « l'avant-garde » de la contestation de l'institution et de la dénonciation de ses dysfonctionnements.

C'est donc « en même temps » au nom de l'employabilité, de l'efficacité, de la performance mais aussi du bon sens, du pragmatisme et des vieilles recettes pédagogiques de grand-mère qu'avancent ces attaques new-look contre le service public d'éducation. Il s'agit, de mettre l'école « en marche » et « en marché », en convoquant les neurosciences, les pédagogies du libre épanouissement (Montessori, Alvarez), les nouvelles technologies, etc. Afin que chacun fructifie son « capital humain », se met en place une « offre » scolaire concurrentielle et segmentée pour chaque part de marché : école low-cost (Espérance banlieues), établissements « prestigieux » - hors contrat et hors de prix. C'est aussi la célébration de la prise en charge par les individus eux-mêmes du financement de leurs études (voir le boom des crédits étudiants).

Ce numéro invite à décoder, derrière le marketing, cette « nouvelle guerre scolaire », avec comme volonté de défendre l'école publique, non pour ce qu'elle est, mais pour ce qu'on voudrait qu'elle soit.

Vous pouvez nous envoyer vos contributions à [admin@questionsdeclasses.org](mailto:admin@questionsdeclasses.org)